

Zeitschrift: Schweizer Ingenieur und Architekt
Herausgeber: Verlags-AG der akademischen technischen Vereine
Band: 107 (1989)
Heft: 45

Sonstiges

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

quartier, quelques commerces et petites entreprises, de l'artisanat, des surfaces pour bureaux, de façon à fournir des possibilités d'emplois dans ce quartier, et à préserver une certaine mixité qui se retrouve dans presque tout le périmètre urbain. Il s'agit d'éviter de faire une «cité-dortoir», et de créer les conditions nécessaires au développement d'une certaine vie sociale et communautaire de ce futur ensemble bâti.

Le terrain concerné pour le concours de projets a une superficie d'environ 32 640 m². En déduisant l'alignement existant, il reste 27 180 m² de terrain à construire.

Les constructions abriteront:

- des logements locatifs économiques, représentant au minimum les 7% de la surface brute de planchers (SBP) totale, de différentes grandeurs dans les proportions approximatives suivantes:
15% de logements de 2 pièces
30% de logements de 3 pièces
40% de logements de 4 pièces
15% de logements de 5 pièces et plus;
- des surfaces locatives pour des activités commerciales, artisanales ou sociales ne dépassant pas le 1/2 de la SBP totale.

Les logements n'offriront pas uniquement des surfaces minimales, mais ils résulteront

d'une pondération optimale entre les aspects économiques, d'usage, dimensionnels, d'intégration, etc.

Remarques générales du jury

Le jury rappelle que le terrain faisant l'objet du concours est particulièrement difficile de par sa topographie et son orientation au nord-ouest. D'autre part, le sujet même du concours, à savoir la création de 200 logements à but social et de qualité est un thème très souvent pratiqué mais difficile à réussir. Les impératifs économiques qui se greffent sur ce projet de par le biais des normes OFL et cantonales neuchâteloises constituent une contrainte supplémentaire qu'il s'agissait de maîtriser.

A l'examen des projets, le jury a constaté que les difficultés énoncées ci-dessus sont bien réelles: peu de projets ont réussi la synthèse des différents critères de jugement énoncés dans le programme.

Au plan énergétique, il regrette que la quasi totalité des concurrents n'aient pas traité ce problème explicitement. Pour ceux d'entre eux qui ont recherché des solutions dans ce domaine, il reste à démontrer l'efficacité des mesures proposées.

des bâtiments, 3e étage, place de la Riponne 10, 1014 Lausanne, dès le 13 novembre 1989, de 8 h. 30 à 11.45 h et de 13.30 h à 17 h. Les inscriptions devront se faire par écrit à l'adresse de l'organisateur; le récépissé attestant le versement d'une finance d'inscription de 300 Fr. devra être joint à la demande d'inscription. Le versement se fera sur le CCP 10-545-8, Etat de Vaud, Administration des finances, Lausanne, avec mention au dos du bulletin «Centre paroissial de la cathédrale». Cette somme sera remboursée aux concurrents qui rendront un projet admis au jugement. Les concurrents dûment inscrits recevront ou pourront retirer les documents cités dès le 13 novembre 1989 auprès du secrétariat du Service des bâtiments.

Une somme de 80 000 Fr. est mise à disposition du jury pour l'attribution de 7 à 8 prix. En outre, une somme de 20 000 Fr. est réservée au jury pour d'éventuels achats. Une visite des bâtiments actuels sera organisée à l'intention des participants inscrits au concours. Elle aura lieu le 30 novembre 1989 à 14 h sur place. Les questions relatives au concours seront adressées jusqu'au 8 décembre 1989 à l'adresse de l'organisateur. Les projets seront remis ou envoyés jusqu'au 7 mai 1990. Les maquettes devront être remises ou envoyées jusqu'au 28 mai 1990 ultérieurement.

Extrait du programme des locaux: Restaurant-caféteria pour 100 personnes, grande salle de réunion, locaux de réunion et d'enseignement, locaux pour l'administration de la paroisse, locaux pour les loisirs et l'animation de la paroisse, trois logements.

Adresse de l'organisateur: Service des bâtiments de l'Etat, Concours Centre Vuillermet, Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne (tél. 021/44 72 72).

Preise

Deutscher Architekturpreis 1989

Der «Deutsche Architekturpreis 1989», dotiert mit 30 000 DM, wird den Architekten *Auer + Weber*, München, für die Planung des *Landratsamt Starnberg* zuerkannt. Bauherr des Gebäudes ist der Landkreis Starnberg.

Der Deutsche Architekturpreis wird von der Ruhrgas AG, Essen, unter Schirmherrschaft der Bundesarchitektenkammer, Bonn, ausgelobt. Mit diesem Preis soll eine für die Entwicklung des Bauens in unserer Zeit beispielhafte Lösung ausgezeichnet werden, die auch durch Rücksichtnahme auf Umweltfragen und wirtschaftliche Wärmeversorgung vorbildlich ist. Mit dem Preis, der 1989 zum zehnten Mal vergeben wird, können ein Gebäude, eine städtebauliche Anlage oder die Sanierung eines innerstädtischen Kerngebietes ausgezeichnet werden. Die Ruhrgas AG will durch die regelmässige Auslobung beispielhafte Lösungen für die Gestaltung der Umwelt herausstellen und eine breite Öffentlichkeit auf die heutigen und künftigen Herausforderungen an die Architektur aufmerksam machen.

Der Preis wird Ende dieses Jahres in Starnberg verliehen. Darüber hinaus werden zwei Auszeichnungen vergeben, die mit je 15 000 DM dotiert sind, und neun Anerkennungen ausgesprochen.

Insgesamt 322 Arbeiten von Architekten und Architekturbüros aus dem gesamten Bundesgebiet wurden zum Wettbewerb 1989 eingereicht. Die Prämierung erfolgte durch eine Jury unter dem Vorsitz von Professor *Harald Deilmann*, Münster.

Auszeichnungen zum «Deutschen Architekturpreis 1989» gehen an das *Alfred-Wegeener-Institut für Polarforschung*, Bremerhaven. Architekt: *O.M. Ungers und Partner*, Köln. Klärwerk Gut Marienhof, Dietersheim. Architekt: Prof. *Kurt Ackermann* und Partner, München.

Weiter wurden neun Anerkennungen für folgende Gebäude ausgesprochen: Landtag Nordrhein-Westfalen, Düsseldorf, Architekt: *Eller Maier Walter*, Düsseldorf. Blendstatt-Halle, Schwäbisch-Hall, Architekt: *Mahler, Gump, Schuster*, Stuttgart. Leybold AG, Werk Alzenau, Architekt: *Behnisch & Partner*, Stuttgart. Wohn- und Geschäftshaus, Fuhlsbüttler Strasse, Hamburg-Barmbeck, Architekt: *Brenner & Tonon*, Berlin. Mehrzweckhalle TSV 1880, Starnberg, Architektengemeinschaft *Moritz Hauschild, Rüdiger Fritsch*, München. Ökumenisches Kirchenzentrum, Nürnberg-Langwasser, Architekt: Prof. *Eberhard Schunck und Dieter Ulrich*, München. Beethovenarchiv und Kammermusiksaal, Bonn, Architekt: *Thomas van den Valentyn mit Klaus Müller*, Köln. Technisches Zentrum Erco, Lüdenscheid, Architekt: *Kiessler + Partner*, München. Bayer. Demonstrativbaumassnahme, Passau-Neustift, Architekt: Prof. *Hermann Schröder und Sampo Widmann*, München.

Jury: Prof. Dipl.-Ing. M. Arch. *Hans-Busso von Busse*, Architekt BDA, München; Dipl.-

Wettbewerbe

Centre Vuillermet à Lausanne VD

Le concours est organisé par le Service des bâtiments de l'Etat de Vaud, avec la collaboration de la Paroisse de la cathédrale et de la ville de Lausanne. Il s'agit d'un concours de projets, limité au périmètre 1, accompagné d'un appel d'idées sur le périmètre 2.

Jury: Jean-Pierre Dresco, président, architecte, Lausanne, chef du Service des bâtiments de l'Etat; Bernard Bolli, architecte, Lausanne; Jordi Garces, architecte, Espagne; Dominique Gilliard, architecte, Lausanne; Jean-Robert Guignard, directeur de l'ECA, Pully; Matthias Langhoff, directeur du Théâtre de Vidy, Lausanne; Willy Quenon, président de la Paroisse, Lausanne; suppléants: Renato Morandi, architecte, Lausanne; François-Joseph Z'Graggen, architecte, Service des bâtiments, Lausanne.

Le concours est ouvert à tous les architectes reconnus par le Conseil d'Etat du canton de Vaud, domiciliés ou établis sur le territoire du canton de Vaud avant le 1er janvier 1989, ainsi qu'aux architectes originaires du canton de Vaud établis hors du canton et répondant aux critères de reconnaissance du Conseil d'Etat du canton de Vaud, selon l'article premier de la loi du 13 décembre 1966 sur la profession d'architecte. En outre, les architectes suivants participent au concours: Jean-Daniel Baechler, Fribourg; Bernard Baines, Belgique; Christian Beck, Valais; Günther Benisch, Allemagne; Ugo Brunoni, Genève; Edith Girard, France; Klaus Kada, Autriche; Robert-Edouard Monnier, Neuchâtel; Alvaro Siza, Portugal; Francesco Venezia, Italie. Les invités étrangers touchent une indemnité de frais fixée à 2000 Fr. Les architectes intéressés sont invités à prendre connaissance du règlement et du programme auprès du secrétariat du Service

Ing. Otto Casser, Ministerialdirektor im Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau, Bonn; Prof. Dipl.-Ing. Harald Deilmann, Münster; Prof. Mag. Wilhelm Holzbauer, Wien; Prof. Dr.-Ing. Dr. h.c. Jürgen Joedicke, Stuttgart; Prof. Dipl.-Ing. Roland Ostertag, Hannover; Prof. Dipl.-Ing. Otto Steidle, München; Dipl.-Ing. Karl Heinz Volkmann, Düsseldorf, Präsident der Bundesarchitektenkammer; Dr. iur. Klaus Liesen, Vorsitzender des Vorstands der Ruhrgas AG, Essen; Ass. Friedrich Späth, Mitglied des Vorstands der Ruhrgas AG, Essen; Dipl.-Ing. Heinz Windfeder, Direktor, Ruhrgas AG, Essen.

Bücher

architektur + wettbewerbe «a + w»

Heft 139; Medien-, Ausstellungs- und Kongressbauten. September 1989, 96 Seiten. Karl Krämer Verlag Stuttgart. Preis: 30 DM. Das jüngste Heft in der ambitionierten Reihe des Krämer Verlages pflegt die grosse Geste: Spektakel verspricht das Thema; aber auch die Architektennamen sind meist der stattlichen Allüre verpflichtet: Hentrich-Petschnigg, Ungers, Behnisch, Zeidler, Bangert-Jansen-Scholz-Schultes, Seidlein, Suter+Suter, Grassi, Hollein...

Ausstellungs- und Kongressbauten gehörten schon immer zu den von den Architekten

mit Vorliebe – und auch mit Gusto – traktierten Objekten; eine anregende Sparte jedenfalls selbst dann noch, wenn das Gebaute nur ephemeren Charakter hat. Schon eher aufregend kommt eine dritte Kategorie daher: Media-Bauten und Media-Parks heisst man sie, eine Masche, die etwas vorgibt, was sie nicht ist: ein Park. Auch von Techno-Parks redet man – sie haben mit Parks fast nichts, dafür mit Sauriern viel zu tun... der assoziative Schwindel ist immerhin Balsam für zur Unzeit aufgeschreckte ökologisch orientierte Gemüter... Am Rande: Auch bei uns werden die unwirtlichen Giganten bald aus dem Boden stossen: Zürich bekommt seinen «Park» auf dem Sulzer-Escher-Wyss-Areal, in Bern, Yverdon und Genf sind ähnliche Grosstaten geplant. Übrigens: Auch Medical-Parks gibt's, was immer man sich darunter vorstellen mag – vielleicht Spitäler, Krankenkassen und Ärzte, dreieinig mit Pharma und Friedhöfen zusammen hochgelagert im Grünen...

Da gerate ich auch schon ins Abseits – und so schlimm ist es nun auch wieder nicht.

Das vorliegende Heft – eines der besten der letzten Zeit – zeigt im Wettbewerbsteil Kongresszentren in Cádiz, Huelva und Linz, die Tagungszentren in Hannover und Freiburg, den MediaPark in Köln (mit Beiträgen von Ungers und Zeidler u.a.), den Neubau Studio Düsseldorf des WDR, den Padiglione Italia in Venedig und die interessanten Arbeiten

zum Architekturpavillon in Lausanne (Luscher, Mestelan/Gachet, Boschetti u.a.). Unter den gebauten Beispielen findet man den Ontario Pavillon von Zeidler, den Messepavillon in Osaka von Tadao Ando, das Convention Center in New York von Pei, die Messehalle 1 in Frankfurt von Murphy/Jahn und weitere Bauten von Domenig, Krichsanitz und Rothermund (Stadthalle Karlsruhe). Ein Studio für einen privaten Fernsehsender heisst das Thema der Hochschularbeiten aus der TH Darmstadt (Prof. W. Belz).

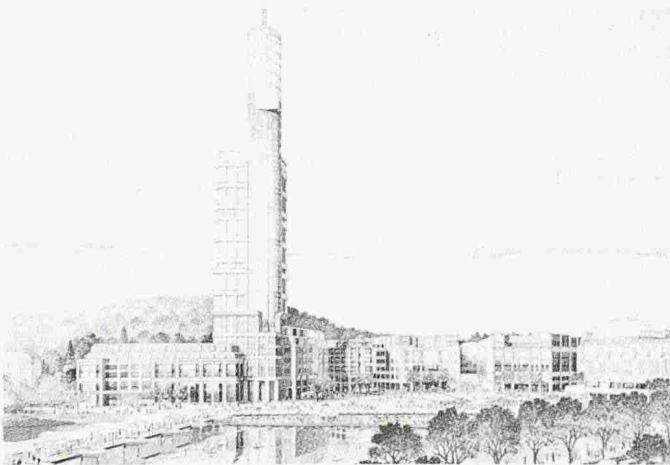
Und hat das Auge noch Wünsche, so halte ich mich schadlos an der brillant-bissigen Schreibe von Christoph Parade – er ist Verfasser des erstangierten Entwurfes zum WDR-Studio Düsseldorf – über Messen, Techno-Parks und Medienanstalten!

Bruno Odermatt

Systembau mit Holz

Von Josef Kolb, Leiter des Technischen Dienstes der Lignum. Herausgegeben von der Lignum. 228 Seiten, 19×24 cm, mit vielen Zeichnungen, Fotos und Tabellen. Bauverlag AG, Dietikon 1988. Preis: geb. 89 Fr.

Mit «Systembau mit Holz» hat Josef Kolb ein neues Fachbuch für Holzbaupraktiker, Planer, Architekten, Studenten und Lehrlinge geschaffen und damit eine Lücke in der Fachliteratur geschlossen. Er vermittelt verbindliche und detaillierte Anweisungen, wie Tragkonstruktionen aus Holz und der

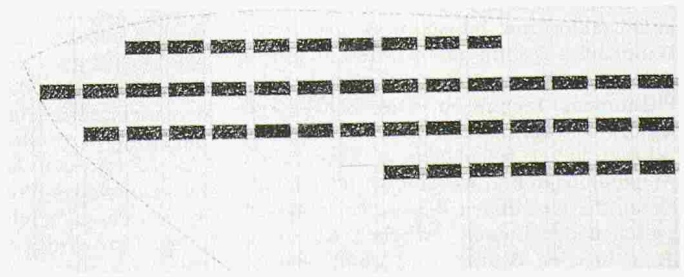
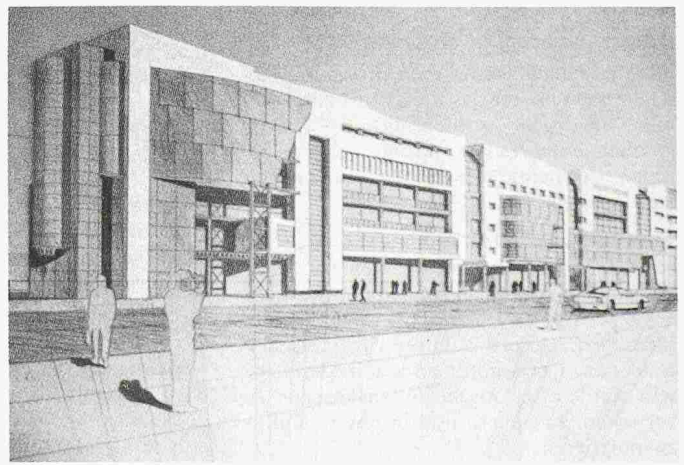


MediaPark Köln: Projekt Eberhard H. Zeidler, Toronto

Aus dem Preisgerichtsprotokoll

Ausgangspunkt des vorliegenden Projekts ist eine vermeintliche Neuinterpretation eines der grossen städtebaulichen Ereignisse der Geschichte: des Campo von Siena. Die Verwendung der «Hülle» dieses Stadtraums und seine Verpflanzung in eine kulturhistorisch und topographisch völlig andere Welt ist ein Unterfangen von höchster Fragwürdigkeit, könnte aber noch denkbar sein, wenn die städtebauliche Struktur der näheren Umgebung eine Verflechtung mit diesem visuell so anspruchsvollen Platz gewährleisten würde.

Dem Projekt soll ein gewisser romantischer Reiz nicht abgesprochen werden. Die Gesamthaltung des Konzepts kann in keiner Weise dem Image eines modernen Medienzentrums entsprechen.



MediaPark Köln: Projekt Michael Müller-Born, Kassel

Aus dem Preisgerichtsprotokoll

Der Verfasser leitet aus einer Reihe «kompatibler Informationen» intellektuell interessant einen Entwurf her, der in Flexibilität, Massstäblichkeit und Disposition den Forderungen des Auslobers gerecht wird.

Die flexible Grundstruktur des MediaParks ist durch den Park von der strengen Blockbebauung abgesetzt. Hierdurch kommt es nicht zu Konflikten, obwohl unmittelbare Bezüge allenfalls in Wegen aufgenommen sind. Es wird als interessante Idee gewertet, auf übliche baukörperliche Festlegungen zu verzichten und stattdessen durch «Regeln» bauliche Ordnung zu erzielen.

Die Vielzahl von Baugestaltungsformen als Ausdruck der Vielfalt von Funktionen könnte ein Beitrag zu einem neuen MediaPark-Image darstellen.

Schichtaufbau von Aussenwänden, Dächern, Geschossdecken und Innenwänden richtig zu planen und auszuführen sind.

Erstmals seit langem werden hier neben den bekannten Konstruktionsmethoden auch die neuartigen Bauweisen kompetent beschrieben. Dazu gehören der Rahmenbau oder die bisher wenig bekannten, zugleich tragenden wie auch raumbildenden Massivholzelemente für Geschossdecken.

Im Bereich der Dächer sind verschiedene Systemaufbauten (Warm- und Kaldächer) einander zum Vergleich gegenübergestellt und beschrieben. Gleiches gilt für Aussenwände, Geschossdecken und Trennwände und deren Tragkonstruktion.

Schwerpunktmässig gibt das Buch vor allem auch Antwort auf die Fragen, wie die Tragkonstruktion fachgerecht geplant, erstellt und mit dem Schichtaufbau systemgerecht ergänzt wird und wie die Nahtstellen Tragkonstruktion/Schichtaufbau sowie der Zusammenschluss der unterschiedlichen Bauteile auszuführen sind.

Technik und Kultur - Enzyklopädie in 11 Bänden

Hrsg. Prof. Dr. Ing. W. Dettmering und Prof. Dr. A. Hermann. Je Band etwa 450 S., Abb., Format 19x25,5 cm, Fadenheftung, Leinen mit Schutzumschlag. Subskriptionspreis bis Ende 1991: 1378 DM für Gesamtausgabe, 148 DM pro Einzelband. VDI-Verlag, Düsseldorf 1989.

Die extreme Technikgläubigkeit oder Technikfeindlichkeit bestimmen für viele Menschen noch immer das Verhältnis zur Technik. Dies macht deutlich, dass die Zusammenhänge mit anderen kulturellen und sozialen Erscheinungen bisher kaum aufgezeigt wurden.

Technik hat zu allen Zeiten die Geschichte beeinflusst und war mit anderen Kulturbereichen eng verwoben. Heute prägt sie mehr denn je den gesamten Lebensbereich des Menschen. Unsere Zukunft wird entscheidend davon bestimmt, ob wir in der Lage sein werden, technische Entwicklungen zu verstehen, zu steuern und in unsere Kultur zu integrieren.

Vor diesem Hintergrund will der VDI-Verlag in Düsseldorf mit seinem enzyklopädischen Handbuch «Technik und Kultur» zu einem tieferen und umfassenderen Verständnis des Phänomens Technik in Gesellschaft und Kultur beitragen. Rund 200 Forscher und Wissenschaftler beleuchten in historischen Abhandlungen und wissenschaftlichen Aufsätzen die vielfältigen Wechselbeziehungen zwischen den unterschiedlichen Kulturfeldern. In allen Bänden wird immer wieder den Fragen nachgegangen: Welche technischen Ideen, Erfindungen und Verfahren haben zu einer grundlegenden Änderung in der Denkweise und den Methoden anderer Kulturbereiche geführt?

Das Werk umfasst 10 Bände und einen Registerband. Der erste Band mit dem Titel «Technik und Bildung» erscheint Anfang September 1989. Der zweite Band wird dem Thema «Technik und Philosophie» gewidmet. Als weitere Einzelbände erscheinen jeweils im Abstand von etwa 3 Monaten die

Titel: Technik und Religion, Technik und Wissenschaft, Technik und Medizin, Technik und Natur, Technik und Kunst, Technik und Wirtschaft, Technik und Staat, Technik und Gesellschaft, Registerband.

Rechtsfragen

Werkvertrag, Verjährung und unrichtige Parteibezeichnung

Belangt der Gläubiger mit einer Handlung, welche den Lauf der Verjährung unterbrechen sollte, nicht den falschen Schuldner, sondern irrt er sich bloss in dessen Bezeichnung, so tritt die Verjährung nicht unbedingt ein.

Eine Bauherrschaft war mit den Kehrrichtbeseitigungsanlagen, welche die X AG aufgrund eines Werkvertrags in einer grösseren Neuüberbauung erstellt hatte, unzufrieden. Die Mängel wurden innert der auf die vorläufige Abnahme vom 6. April 1979 folgenden Garantiefrist von zwei Jahren (Art. 27 Abs. 1 und 2 SIA-Norm 118, Ausgabe 1962) gerügt. Am 22. August 1983 erklärte der Besteller die Wandelung des Werkvertrags, d.h. dessen Rückgängigmachung. Am 28. März 1984 liess der Besteller die X Engineering AG zum Aussöhnungsversuch richterlich vorladen. Es erwies sich dabei, dass das Werkvertragsverhältnis nicht mit dieser Gesellschaft, sondern dem Schwesterunternehmen X AG bestand, gegen das alsdann am 3. Januar 1985 geklagt wurde. Es stellte sich die Frage, ob die seit dem 6. April 1979 laufende Verjährungsfrist dabei noch nicht abgelaufen war, d.h. ob sie durch das an sich rechtzeitige Ladungsbegehren vom 28. März 1984 unterbrochen worden war, obwohl darin die X Engineering AG statt die X AG als Beklagte genannt worden war. Die I. Zivilabteilung des Bundesgerichtes erklärte die Klage denn auch als nicht verjährt.

Ob ein Begehren die Verjährung trotz der unrichtigen Parteibezeichnung unterbrochen hat, beurteilt sich nach Art. 13 Ziffer 2 des Obligationenrechts (OR) und ist damit eine Frage des Bundesrechts. Nach dieser Bestimmung tritt die Unterbrechung u.a. mit der Ladung zu einem amtlichen Sühnversuch ein, d.h. im Zeitpunkt, in dem der Ansprecher zum erstenmal in bestimmter Form den Schutz des Richters anruft. (Bundesgerichtsentscheid BGE 110 II 389, E. 2a mit Hinweisen). Ob die Form gewahrt ist, ergibt sich aus dem kantonalen Prozessrecht. Die kantonalen Prozessordnungen sind in der Berichtigung fehlerhafter Parteibezeichnungen grosszügig, sofern die Identität der Parteien eindeutig ist (BGE 85 II 316 f., Erwägung 2).

Nach Art. 135 Ziff. 2 OR verjährungsunterbrechende Handlungen setzen voraus, dass sie vom Forderungsgläubiger ausgehen (BGE 111 II 364 f., E. 4a) und gegen den richtigen Schuldner gerichtet sind. Das Risiko, dass die Verjährung durch Klage gegen den falschen Schuldner nicht unterbrochen wird, trägt der Gläubiger. Eine fehlerhafte Parteibezeichnung ist jedoch unschädlich, wenn keine Zweifel an der Identität der wahren Partei bestehen, d.h. wenn der Schuldner

nach den Umständen, trotz unrichtiger Bezeichnung, die Absicht des Gläubigers, ihn ins Recht zu fassen, erkennt oder erkennen muss. Treu und Glauben verbieten, dass der Schuldner bei Kenntnis des wirklichen Willens des Gläubigers Vorteile aus einer diesem Willen äusserlich nicht entsprechenden Parteibezeichnung zieht. Kann der Schuldner über die Absichten des Gläubigers nicht im unklaren sein, so werden keine schutzwürdigen Interessen des Schuldners verletzt, wenn mit bloss formellen Fehlern in der Parteibezeichnung behaftete Prozessklärungen dem wirklichen Willen und Verständnis entsprechend behandelt werden.

In diesem Zusammenhang ist noch auf den Sinn von Art. 139 OR hinzuweisen. Danach ist bei prozessualer Abweisung einer Klage – infolge eines verbesserlichen Fehlers – und unterdessen abgelaufener Verjährungsfrist noch eine Nachfrist von 60 Tagen gegeben, um den Anspruch geltend zu machen. Diese Bestimmung verhindert die Folgen des Verjährungseintritts – indem eine 60tägige Nachfrist eingeräumt wird – zwar bei innert dieser Nachfrist zu behebenden Formfehlern, nicht aber bei Klageabweisung wegen fehlender Passivlegitimation (d.h. Beklagten-Parteieigenschaft) eines irrtümlich als Beklagten ins Recht gefassten Dritten. Denn der Wille des Gläubigers richtet sich nur im ersten Fall für den Schuldner erkennbar gegen diesen, im zweiten Fall jedoch gegen den Dritten.

Im vorliegenden Prozess nun war klar, dass der Kläger von Anfang an einzig die X AG zu belangen beabsichtigte, sich jedoch bei der Parteibezeichnung irrte. Die X Engineering AG ist eine am gleichen Ort domizilierte Schwestergesellschaft, die sich mit dem gleichen Fachbereich befasst und sich nur durch das Wort «Engineering» unterscheidet. Der Irrtum ist daher nicht dem Kläger anzulasten.

Ausserdem ergab sich, dass beide Schwestergesellschaften die gleiche natürliche Person als einzelzeichnungsberechtigten Verwaltungsrat haben und dass diese Person sich intensiv mit der Abwicklung des Werkvertrags befasst und damit Kenntnis von den entstandenen Differenzen hatte. Zudem war die X Engineering AG erst nach der vorläufigen Abnahme der beanstandeten Anlagen gegründet worden. Der Anwalt der beklagten Partei hatte überdies namens und im Auftrag der «Firma X» um Terminverschiebung ersucht und eine Kopie des Schreibens der «X A» zur Kenntnis zugestellt.

Ob bei Gewissheit des Schuldners über Forderung und Ansprecher die Verjährung regelmässig selbst durch Prozesshandlungen eines nicht aktivlegitimierten Dritten unterbrochen wird, ob bei für den Schuldner klarer Situation der unbeholfene oder unwisende Gläubiger ganz allgemein keinen Rechtsverlust erleide, brauchte das Bundesgericht hier ebensowenig zu entscheiden wie die Frage, ob in gewissen Fällen sogar das Belangen eines anderen als des Verpflichteten unschädlich sein könne. Im vorliegenden Fall wurde die Verjährung auch gegenüber der X AG durch das Ladungsbegehren vom 28. März 1984 gegenüber der X Engineering AG unterbrochen und damit als noch nicht eingetreten bestätigt. (Urteil vom 21. Dezember 1988)

Dr. R.B.

Aktuell

Ist eine Erdbeben-Versicherung in der Schweiz nötig?

(SEP) Nach dem schweren Erdbeben in San Francisco stellt sich die Frage, ob ein solches Ereignis in der Schweiz auch auftreten könnte. Zudem steht die Frage nach der Versicherungsdeckung im Raum. Beim Schweizerischen Pool für Erdbebenversicherung wurde soeben ein Bericht «Erdbebenszenarien Schweiz» fertiggestellt.

Kalifornien gehört zu den meistgefährdeten Erdbebengebieten der Welt. Die Gefährdung der Schweiz ist bedeutend geringer. Dennoch können sich auch bei uns durchaus Schadenbeben ereignen. Bereits 1979 haben sich deshalb die kantonalen Gebäudeversicherungen zum Schweizerischen Pool für Erdbebenversicherung zusammengeschlossen. Erdbebenschäden sind zwar von der üblichen Versicherungsdeckung

ausgeschlossen. Durch Leistungen des Pools können die kantonalen Gebäudeversicherungen aber freiwillige Leistungen erbringen, die mittlerweile – ohne Verrechnung einer Prämie – rund 100 Millionen Franken betragen würden.

Der Schweizerische Pool für Erdbebenversicherung hat eine Studie erstellen lassen, um die Grössenordnungen von möglichen Erdbebenschäden in der Schweiz zu kennen. In dieser Studie wurden historische Beben in der Schweiz ausgewählt und ermittelt, welches Ausmass an Schäden sie heute, also auf den heutigen Gebäudebestand, verursachen würden. Die Ereignisschäden allein an Gebäuden könnten mehrere hundert Mio. Franken ausmachen. Würde sich gar das Erdbeben von Basel

aus dem Jahre 1956 wiederholen, könnten die Gebäudeschäden nach dieser Studie viele Mia. Franken betragen!

Die Anstrengungen, die zur heutigen Leistungsmöglichkeit des Pools geführt haben, müssen also weitergeführt werden, damit Geschädigte im Ernstfall wenigstens Beiträge an die Behebung der Schäden erhalten. Andererseits sind der Vorsorge auch Grenzen gesetzt, denn es lassen sich nicht Mittel in beliebiger Höhe bereitstellen. Grössere Erdbeben sind wie jetzt in San Francisco eine nationale Katastrophe; in solchen Fällen kann ein Erdbebenpool nur eines von vielen Instrumenten sein, die den Wiederaufbau mitfinanzieren.

Obwohl die Erdbebengefährdung in der Schweiz verhältnismässig gering ist, werden die Erdbebeneinwirkungen bei

Gewässerschutz: 600 Mio. Fr. für Aktionsprogramm «Rhein»

(I.C.) Im Einzugsgebiet des Rheins wollen die zehn grössten Schweizer Chemiefirmen im Zeitraum bis 1995 weitere 600 Mio. Fr. für Gewässerschutzmassnahmen investieren.

Unter diese Umweltschutz-Investitionen zur weiteren Verbesserung der Rheinwasserqualität fallen vor allem Nachrüstungen von bereits bestehenden Abwasserreinigungsanlagen (ARA) auf den neuesten Stand der Technik und Verfahrensänderungen im Produktionsbereich, die Kosten in Höhe zwischen 390 und 490 Mio. Fr. verursachen dürften. Zu den Massnahmen im Zusammenhang mit der Störfallvorsorge zählen der Bau und die Erweiterungen von Löschwasser-Rückhaltebecken, die rund 115 Mio. Fr. kosten werden.

Mit diesen Grossinvestitionen unterstützt die schweizerische chemische Industrie das Aktionsprogramm «Rhein» der Internationalen Rheinschutz-Kommission. Sie verfolgt die Ziele, durch die Verbesserung der Rheinwasserqualität früher vorhandene höhere Fischarten wieder heimisch zu machen, die Nutzung des Uferfiltrates für die Trinkwasserversorgung sicherzustellen sowie die Sedimente weiter von Schadstoffen zu entlasten.

Baustopp für innere Dorfzonen von St. Moritz

Anfang September verfügte der Gemeindevorstand von St. Moritz eine sofortige Bausperre für die inneren Dorfzonen der Ortsteile Dorf und Bad. Betroffen werden durch diese Massnahme alle noch nicht bewilligten Bau- und Umbauprojekte.

Für die betreffenden Zonen bestehen keine Ausnützungsziffern. Wie vom Bauamt St. Moritz zu erfahren war, möchte man nun vor allem verhindern,

dass die Strassenräume durch überdimensionierte Bauten künftig zu «Strassenschluchten» werden. Bis Anfang nächsten Jahres sollen den Gemeindebehörden Vorschläge unterbreitet werden. (Man denkt beispielsweise an das Instrumentarium der Gestaltungspläne oder Gestaltungsbaulinien). Sollten die vorgesehenen Änderungen die Nutzungsplanung betreffen, so müssten sich auch die Stimmbürger dazu äussern. Ho



Mit einem vorläufigen Baustopp will man die Entwicklung in den Dorfkernen von St. Moritz in den Griff bekommen (Bild: Comet)

der Realisierung von grösseren Objekten für die Sicherheit der Tragwerke berücksichtigt. Die Anforderungen sind in der soeben neu herausgegebenen SIA-Norm 160 enthalten.

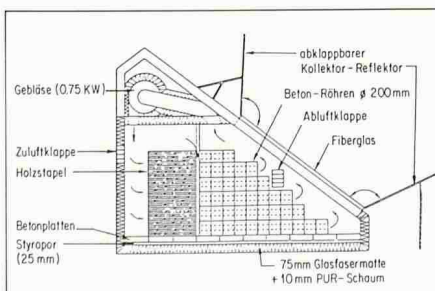
Eine Kurzfassung des Berichtes «Erdbebenszenarien Schweiz» kann beim Schweizerischen Pool für Erdbebenversicherung (Postfach, 3001 Bern) gratis bezogen werden.

Versuche für kostengünstige solare Holz Trocknung

(Lig.) Die Verwendung von ausreichend trockenem Schnitt- und Konstruktionsholz ist eine wesentliche Voraussetzung zur Gewährleistung des ständig steigenden Qualitätsstandards im Bauwesen. Daher werden sich auch die Schweizer Sägereien und Holzhandelsbetriebe einer zunehmenden Nachfrage nach getrockneten Holzsortimenten gegenübergestellt sehen, die nur durch abgestimmte organisatorische und technische Massnahmen erfüllt werden kann.

Hierzu zählt neben der weitgehenden Ausnützung der Freilufttrocknung die Errichtung von Trockenkammern, um mit technischen Trocknungsverfahren die Holzfeuchtigkeitsgehalte zu erreichen, die in einem kürzlich erschienenen Merkblatt («Trocknung von Konstruktionsholz» als Richtwerte angegeben sind. Da die Kammertrocknung jedoch ein energieintensiver Prozess ist, der den ökologischen Vorteil des Baustoffes Holz unter Umständen erheblich vermindern kann, werden immer wieder Verfahren getestet, mit denen die Kammertrocknung kostengünstig und umweltschonend betrieben werden kann.

Einer vor allem für tropische Regionen interessante Möglichkeit bietet die Ausnutzung der Sonnenenergie. In den strahlungsärmeren nördlichen Breitengraden konnten die ähnlich einem Treibhaus konzipierten Solartrocknungsanlagen bisher aber keine energetischen Vorteile erzielen, weil die am Tag eingefangene Strahlung während der Nacht oder bei Bewölkung durch die transparente Verglasung der Kollektoren entweichen kann.



Bauelement der Solartrocknungsanlage

Nationalratswahlen 1987 im Spiegel der Statistik

(BFS) An der Gesamtbevölkerung gemessen beträgt der Anteil der Frauen 51%. Auf den Kandidatenlisten zu den Nationalratswahlen 1987 machten sie noch 29% aus. Im Nationalrat schliesslich sank ihr Anteil auf 14,5%. Dies geht unter anderem aus der soeben vom Bundesamt für Statistik (BFS) heraus-

gegebenen Publikation «Nationalratswahlen 1987» hervor.

Die rund 100seitige Publikation des BFS enthält neben einem Überblick über die Ergebnisse der Nationalratswahlen 1987 auch verschiedene Zeitreihen zu den Wahlen ab 1917. Zudem werden verschiedene Gesichtspunkte des Wahlgeschehens vertieft analysiert, so die Mandatsverteilung unter den Kantonen, die Wahlvorschläge und die Wahlbeteiligung, die Altersverteilung und die Vertretung der Frauen, die Stärke der Parteien und die Sitzverteilung.

Frauenanteil steigt bei mehr Kandidatinnen

Der Frauenanteil im Nationalrat ist das Ergebnis eines doppelten Auswahlprozesses vor und während den Wahlen: In einem ersten Schritt die Auswahl der Frauen als Kandidatinnen durch die Parteien, anschliessend in einem zweiten Schritt die Wahl der Frauen beim eigentlichen Urnengang. In beiden Fällen bestehen deutliche Unterschiede zwischen den Parteien:

□ Die höchsten Frauenanteile auf den Kandidatenlisten zeigen die linken und grünen Parteien sowie der Landesring der Unabhängigen (POCH-GBS 53,9%, GPS 43,9%, SPS 37,3%, LdU 36,3%). Bei den bürgerlichen Parteien ergeben sich deutlich niedrigere Werte (CVP 20,6%, FDP 20,2%, SVP 15,3%). Am kleinsten ist der Frauenanteil bei der Autopartei (13,9%).

□ Bei den Gewählten sind die Unterschiede zwischen den Parteien ähnlich. Die Frauenanteile sind jedoch generell niedriger als auf den Kandidatenlisten. Ganz allgemein gilt: Je höher der Anteil der Frauen unter den Kandidaten ist, desto wahrscheinlicher werden die Frauen auch tatsächlich gewählt. Am höchsten ist der Frauenanteil deshalb wieder bei den linken und grünen Parteien. Einzelne kleinere Parteien – mit geringen Frauenanteilen auf den Kandidatenlisten – blieben hingegen ganz ohne Frauen im Nationalrat (LPS, EVP, NA und Autopartei). Die bürgerlichen Parteien liegen im Mittelfeld.

Auch Alte und Junge untervertreten

Nicht nur die Frauen sind im Nationalrat, gemessen an ihrem Anteil an der Bevölkerung, untervertreten. Dasselbe gilt auch für die Altersgruppe der 20- bis 39jährigen und der über 60jährigen. Die jüngere Altersgruppe ist mit 11% im Nationalrat vertreten, in der erwachsenen Bevölkerung beträgt ihr Anteil 41,1%. für die ältere Altersgruppe belaufen sich die entsprechenden An-

Erfolgreiche Versuchsanlage in den USA

Um diesen Nachteil zu umgehen, wurde im Forschungszentrum in Chardonale, Illinois/USA, eine kostengünstig zu erstellende Solartrockenkammer konzipiert und getestet. Zusätzlich zu der Standardeinrichtung sind in diese Kammer unter den geneigten Kollektorflächen schwarz gestrichene, grobporeige Betonröhren eingestapelt, die als Wärmespeicher dienen und eine Längsbelüftung erlauben. Weiter sind aussen, über den Glaskollektoren, zwei einstellbare Platten angebracht, die bei Sonneneinstrahlung als zusätzliche Kollektoren, bei ungünstigen Strahlungsbedingungen abgeklappt als Reflektoren dienen und somit Strahlungsverluste vermeiden helfen. Die im Querschnitt dreieckige Versuchstrockenkammer fasst ca. 1,2 m³ und kostet rund 3000 Franken.

In den amerikanischen Trocknungsversuchen wurde waldfisches Roteichenholz (Querschnitt ca. 10×10 cm²) auf 9% Endfeuchtigkeit getrocknet; dabei wurden die Trockenzeit, die Energieeffizienz und die Holzqualität im Sommer und Winter erfasst. Während im Sommer rund 60 Tage zur Trocknung nötig waren, mussten im Winter 91 Tage aufgewendet werden; der relative Energieverbrauch erhöhte sich im Winter um 60%. Die Trocknungsqualität war bei beiden Läufen überdurchschnittlich gut.

Pilotanlage für die Schweiz geplant

Auch für die Schweiz können derartige ökonomisch erstell- und betreibbare Solartrockner durchaus eine Alternative darstellen. Obwohl durch die verbesserte Konzeption auch Regionen mit verminderter Sonneneinstrahlung einbezogen werden können, dürfte die Wirtschaftlichkeit vor allem in Südlagen und Standorten mit hoher Strahlungsintensität gegeben sein. Es ist geplant, an der EMPA eine Pilotanlage nach dem beschriebenen Beispiel zu erstellen und das Trocknungsverhalten in unserem Klima an einheimischem Holz zu testen.

teile auf 12% (Nationalrat) bzw. 25,5% (Bevölkerung).

Wie die Zeitreihen zeigen, waren diese Altersgruppen bei früheren Wahlen teilweise besser vertreten. Bei den 20- bis 39-jährigen wurde der Spitzenwert im Jahre 1919 erreicht, als 21,2% der Gewählten dieser Altersklasse angehörten. Bei der ältesten Altersklasse betrug dieser Maximalwert im Jahre 1959 28,1%.

Umweltdaten im Kanton Zürich

(ki ZH) Die Direktion der öffentlichen Bauten hat soeben den Bericht «Umweltdaten im Kanton Zürich» veröffentlicht. Der Bericht listet auf, wo im Kanton Zürich regelmässig umweltrelevante Daten erhoben werden (z.B. Wasserqualität, Luft-Immissionsmessungen, Lärmbelastung, Energieverbrauch, Herbizidverbrauch, Verkehr, Inventare von Schutzobjekten usw.). Er gibt auch Auskunft, in welcher Form die Daten vorliegen und wo sie zur Verfügung stehen.

Der Bericht enthält also nicht die Zahlen oder Fakten zum Umweltschutz selbst, sondern er zeigt auf, wo solche verfügbar sind. Damit wird dieser «Datennachweis» in erster Linie zu einem Arbeitsinstrument für Umweltschutzfachstellen und Behörden, insbesondere in den Gemeinden. Er dient Beratern, Verfassern von Umweltverträglichkeitsberichten und andern Interessenten.

Der Bericht kann bei der Koordinationsstelle für Umweltschutz, 8090 Zürich, Tel. 01/259 24 17, bezogen werden.

Teledata nimmt Betrieb auf: «Who is who» in der Wirtschaft?

Die Schweizer Datenbank für Wirtschaftsinformationen, Teledata, nahm nach viermonatigem Pilotversuch mit 20 Unternehmen am 1. August ihren kommerziellen Betrieb auf.

In der Datenbank sind Informationen über alle im Handelsregister eingetragenen rund 300 000 Firmen und 500 000 Personen gespeichert. Sie stammen aus dem Schweizerischen Regio-nenbuch, dem Verzeichnis der Verwaltungsräte, dem schweizerischen Beteiligungsatlas «Who Owns Whom» und dem Nachrichtendienst der AG für Wirtschaftspublikationen (AWP).

(Quelle: «IHA news», 3/89)

1992 wird auch für Waldwirtschaft Auswirkungen bringen

(FID) Jeder Verband und jede Organisation sollen sich nach einer bestimmten Zeit einer Standortbestimmung unterziehen. Der Vorstand des Schweiz. Verbandes für Waldwirtschaft (SVW) fand gerade jetzt die Zeit dafür besonders notwendig. Das Jahr 1992 und die folgenden werden für die gesamte Wirtschaft, aber auch für die Waldwirtschaft Auswirkungen bringen. Der grosse europäische Wirtschaftsraum verlangt auf allen Gebieten die Bereitschaft zur Erneuerung.

Der SVW formulierte deshalb ein Leitbild mit neu definierten Verbandsaufgaben. Vier Themenkreise sind darin von besonderer Bedeutung:

□ **Absatzförderung:** Optimale Vermarktung innerhalb des europäischen Marktes liegt im Mittelpunkt aller Bemühungen. Durch Zusammenarbeit mit den Marktpartnern und Verbesserung der gesamten Marktsituation soll der Absatz aller Rohholzsortimente gesteigert werden.

□ **Leistungsförderung:** Bei den Forstbetrieben liegt das Schwergewicht auf

der Förderung einer effizienten Holzerntetechnik. In der Verbesserung der Erntemethoden, der Rationalisierung, einer Verbesserung der Arbeitsbedingungen, der Nachwuchsförderung usw. liegen wichtige Aufgaben und Möglichkeiten einer erfolversprechenden Leistungsförderung.

□ **Verbandspolitik:** Durch einen zweckmässigen Einsatz der Kräfte auf allen politischen Ebenen sollen die anvisierten Ziele der Absatz- und Leistungsförderung wirksam unterstützt werden.

□ **Systematische Informationstätigkeit:** Ein Verband von der Grösse, von der wirtschaftlichen Bedeutung und mit einer hohen ökologischen Verantwortung, wie ihn der SVW darstellt, kommt ohne systematisch betriebene Öffentlichkeitsarbeit nicht aus, die deshalb eine Daueraufgabe sein wird. Daher wird den PR-Massnahmen und der Informationstätigkeit nach innen und aussen vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt.



Holzmarkt 1989/90: Frühe, lebhaft Nachfrage!

(FID) Der Holzmarkt 1989/90 hat für die Waldwirtschaft vielversprechend begonnen und dürfte, ohne unvorhergesehene Zwangsnutzungen, extreme Witterungsbedingungen oder Wirtschaftseinflüsse, positiv verlaufen.

Bedingt durch eine vollbeschäftigte Bauwirtschaft, eine kapazitätsmässig gut ausgelastete Papier-, Zellulose- und Plattenindustrie wie auch eine florierende Möbelbranche im In- und Ausland setzte die Nachfrage nach Holz aus frischen Schlägen früh und stark ein. Die Auftragsbestände und deren Entwicklung lassen für die nächsten Monate eine lebhaft Nachfrage nach Holz erwarten.

Aufgrund einer verstärkten Waldpflege im Hinblick auf eine dringend nötige Verbesserung des Waldzustandes ist künftig mit mehr Schwachholz zu rechnen. Erfreulich ist, dass dank einer mit der Sägeindustrie gemeinsam geführten Holzenergiepolitik zunehmend neue Wärmanlagen für Holz gebaut werden. Gerade in der Zentral- und Westschweiz ist eine erfreuliche Entwicklung zu modernen und umweltverträglichen Holzenergieanlagen festzustellen.

Zuschriften

UNITAS - Gemeinschaft für die Selbstständigkeit von Architekten und Ingenieuren

Zu diesem in Heft 42 erschienenen Beitrag erreicht uns folgende ergänzende Zuschrift:

Die Tätigkeitsbereiche

Bei der Diskussion über das Modell wird die Frage gestellt, welche konkreten Tätigkeiten und Aktionen geplant sind. Mit dem Modell würden wohl die Ziele dargelegt, die beachteten Tätigkeitsbereiche aber zuwenig detailliert umschrieben.

Eine wesentliche Grundlage für die Förderung der selbständigen Architekten bildet die Aktivität des SIA für die Leistungs- und Honorarordnungen. Das Entstehen von neuen Formen von Planungs-Organisationen wie Generalplaner, Projektteams SBB-Modell C usw. erfordert, dass die neuen Angebotsformen vom SIA gewürdigt werden. So ist zurzeit die Tarifstruktur-Kommission damit beschäftigt, verschiedene neue Angebotsmodelle aufzuarbeiten und allenfalls bei der LHO entsprechende Ergänzungen vorzubereiten. Ein Versuch des SIA, vor Jahren Spielregeln zwischen Generalunternehmern und Planern zu erarbeiten, ist leider im Sande verlaufen.

Struktur und finanzielle Mittel erlauben es heute nicht, dass der SIA die Promotion der selbständigen Architekten und Ingenieure im gewünschten, ja notwendigen Mass unterstützen kann. Hingegen besteht jetzt die Chance, mit zweckgebundenen Beiträgen, welche von den Selbständigen geleistet werden, das Modell UNITAS zu lancieren.

Und nun die im Rahmen von UNITAS beachteten Tätigkeitsbereiche in Stichworten:

- Leistungsdarstellung der selbständigen Architekten und Ingenieure gegenüber der Gesellschaft
- Kontakt mit Auftragsgeberseite zur Analyse von Erwartungen, Kritik und guten Leistungen

- Marktbeobachtungen und Analysen
- Interne Information und kritische Überprüfung des eigenen Verhaltens
- Massnahmenkatalog zur Chancenwahrung der selbständigen Architekten und Ingenieure
- Orientierung über konkrete Beispiele von neuen Angebotsformen als Generalplaner, Planungsteams usw.
- Psychologische Aufarbeitung der Antipathien zwischen Architekten und Ingenieuren (in gewissen Landesgegenden)
- Know-how-Vermittlung, vor allem gegenüber jüngeren Kollegen
- Erarbeitung von Spielregeln für die Zusammenarbeit mit Generalunternehmern
- Kontakt zu Baumeister- und Gewerbeverband als gleichartige mittelständische Berufsorganisationen - unsere Partner beim Bauen
- Strukturprobleme wie Nachwuchs, Ausbildung, Nach- und Weiterbildung
- Nachfolgeplanung, Aufzeigen von Modellen und Kollegenkontakten
- Aus- und Weiterbildung des Architekten und des Ingenieurs im unternehmerischen Denken bezogen auf das ökonomische Umfeld
- Veranstaltung von Tagungen zu den einzelnen Sachthemen
- Erstellen von Informationsmaterial
- u.s.f.

UNITAS soll und kann sich nicht mit direkten patronalen Themen befassen. UNITAS ist demnach kein «Arbeitgeberverband». UNITAS hat zum Ziel, dass die Anliegen für gute Architektur und Technik in unserer offenen Gesellschaft auch in Zukunft trotz allen strukturellen Veränderungen durch eine Vielfalt von kreativen Aktivitäten erhalten bleiben.

H. Zwimpfer, CC, Vizepräsident SIA

SATW

Auslandstipendium für junge Ingenieure

Dank der Unterstützung des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) ist die Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften (SATW) in der Lage, jungen, in der Praxis tätigen Ingenieuren für 1990/91 ein einjähriges Stipendium im Ausland zu vermitteln.

Die Bewerber müssen folgende Vorbedingungen erfüllen: abgeschlossenes Ingenieur- oder Chemiestudium; seit Beendigung des Studiums mindestens zweijährige Tätigkeit in der Praxis (wenigstens und jedenfalls in den letzten zwei Jahren); Schweizer Bürger oder in der Schweiz wohnhaft; weniger als 35-jährig bei Beginn des Auslandsaufenthaltes.

Zweck des Stipendiums ist es, dem Kandidaten, der ein bestimmtes Ziel und ein bestimmtes Forschungsthema hat, die Möglichkeit zu geben, seine wissenschaftlichen und fachlichen Kenntnisse an einer ausländischen Hochschule zu vervollständigen, die bereit ist, ihn aufzunehmen. Im Gesuch um ein Stipendium ist es unerlässlich, das Forschungsthema und den Namen der Universität anzugeben. Verlangt wird ebenfalls eine Einladung oder eine Aufnahmebestätigung besagter Universität.

Die bewilligten Beträge richten sich nach Familienstand und Gastland. Sie erlauben dem Stipendiaten, seine volle Zeit der Forschung zu widmen.

Gesuche sind baldmöglichst, jedoch bis spätestens 10. Februar 1990 zu richten an:

Forschungskommission der SATW, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, Secrétariat ICOM - Construction métallique, GC - Ecublens, 1015 Lausanne, Telefon: 021/693 24 22. Die entsprechenden Antragsformulare sind auch an obiger Adresse erhältlich.

Stipendium für Japan

Die Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften (SATW) bietet jungen, in der Praxis tätigen Ingenieuren einjährige Studien- und Forschungsstipendien für Japan an.

Für die Einreichung einer Bewerbung müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein: Abschluss als Ingenieur oder Chemiker; zwei Jahre Praxis nach Studienabschluss (in der Regel); schweizerisches Bürgerrecht oder Niederlassung; Maximalalter beim Bezug des Stipendiums 35 Jahre.

Das Stipendium hat zum Ziel, dem Kandidaten zu ermöglichen, seine beruflichen und wissenschaftlichen Fähigkeiten in Japan zu vervollständigen. Die Höhe des Stipendiums wird es dem Bezüger erlauben, sich voll der Forschung und/oder der Entwicklung zuzuwenden.

Für weitere Auskünfte, Antragsformulare und Bewerbung wenden Sie sich bitte an obige Adresse.

Persönlich

Zum 80. Geburtstag von Paul Hofer

Am vergangenen 8. August konnte der in Muri bei Bern lebende Kunsthistoriker und emeritierte Professor der ETH-Zürich, Paul Hofer, seinen 80. Geburtstag feiern. Paul Hofer ist weit über die Landesgrenzen hinaus bekannt geworden durch seine vielschichtige publizistische Tätigkeit und durch sein Wirken als Hochschullehrer, sei es an den Universitäten von Bern oder Lausanne oder zuletzt an der ETHZ, wo er von 1964 bis 1980 Inhaber des Lehrstuhls für Geschichte des Städtebaus und allgemeine Denkmalpflege war. Paul Hofer ist Mitbegründer des Instituts für Geschichte und Theorie der Architektur «gta» der ETHZ.

Von seinen zahlreichen Schriften erwähnen wir hier namentlich seinen gewichtigen Beitrag zur Berner Kunsttopographie im Rahmen der von der Gesellschaft für Schweizer-

rische Kunstgeschichte (GSK) herausgegebenen Inventarreihe «Die Kunstdenkmäler der Schweiz». Es sind dies die Bände «Die Stadt Bern» I, II, III und V (gemeinsam mit Luc Moyon).

Dr. G.W. Vonesch
Leiter der NIKE

Eine grössere Zusammenstellung der Leistungen Paul Hofers und eine Würdigung des Menschen, Forschers und Lehrers durch verschiedene Autoren erschien im «Kleinen Bund» (Kulturbeilage von «Der Bund» am 5. August 1989).

Das Institut für Geschichte und Architektur (gta) der ETH Zürich plant die Herausgabe einer Festschrift zu Ehren Paul Hofers. Des weiteren sollen seine Untersuchungen der Stadtanlage von Noto (Sizilien) vom gta veröffentlicht werden. Beides wird im kommenden Jahr erscheinen.